

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202943]

28 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Partie première/1, Titre III, Chapitres III, IV, V, VI et IX

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée en dernier lieu par la loi spéciale du 23 mai 2023, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 43/37, § 2, 43/38, § 3, 43/41, 43/45, alinéa 2, 43/50, 43/52, alinéa 2, et 43/56, alinéas 5 et 6, insérés par le décret du 1^{er} octobre 2020;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 28 août 2023 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 septembre 2023;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, donné le 13 novembre 2023;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 18 décembre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.770/4;

Vu la décision de la section de législation du 4 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 décembre 2023;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 16 novembre 2023;

Considérant l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 12 décembre 2023;

Considérant l'évaluation au regard du principe de handistreaming, réalisée le 28 août 2023;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications relatives aux modalités de calcul des revenus*

Art. 2. Dans l'article 10/21, § 4, alinéa 3, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020, les mots « en indemnisation de la réduction d'autonomie » sont abrogés.

CHAPITRE 3. — *Modifications relatives à la procédure*

Art. 3. Dans l'article 10/45, § 2, du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est suspendu :

1^o à partir de l'expiration du délai de trente jours visé aux articles 10/41, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, et 10/42, § 1^{er}, alinéa 2, tant que le demandeur ou une institution tierce n'a pas fourni les renseignements demandés par l'organisme assureur;

2^o à partir de la date de l'examen auquel le demandeur a omis de se présenter ou qu'il a souhaité reporter, conformément à ce que prévoit l'article 10/42, § 2, et jusqu'à la date fixée dans la seconde convocation. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications relatives aux modalités d'exécution de la renonciation*

Art. 4. Dans l'article 10/60 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La récupération des prestations payées indûment n'entrant pas dans une des hypothèses visées au paragraphe 1^{er} est effectuée par l'organisme assureur dans un délai de deux ans à partir de la date :

1^o de la constatation de cet indu par l'organisme assureur;

2^o du prononcé de la décision judiciaire définitive relative à cet indu. ».

Art. 5. Dans le même code, il est inséré un article 10/60/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/60/1. Le délai visé à l'article 10/60, § 2, est suspendu :

1^o à partir de la date de l'acte introductif d'instance visant à obtenir une décision judiciaire définitive, jusqu'à la date de la décision judiciaire définitive ou jusqu'au désistement d'instance;

2^o à partir de la date de la décision judiciaire définitive qui octroie des termes et délais au débiteur, jusqu'à l'échéance fixée par le juge. La suspension prend fin si le débiteur ne respecte pas les termes et délais octroyés par le juge;

3° à partir du premier paiement effectué en exécution de la convention établie entre l'organisme assureur et le débiteur pour le remboursement des prestations indues, jusqu'à l'échéance fixée par cette convention. La suspension prend fin si le débiteur ne respecte pas les termes de la convention;

4° à partir de la date de la première retenue opérée d'office sur des revenus de remplacement ou la pension de retraite, en application de l'article 1.410, § 4, du Code judiciaire, jusqu'au moment où cessent les retenues;

5° à partir de la date à laquelle l'huissier démarre la procédure de recouvrement, jusqu'à la clôture de la procédure;

6° à partir de la date d'introduction de la demande de renonciation à la récupération de l'indu, conformément à l'article 10/59, jusqu'à la décision du comité de renonciation;

7° pour une période de deux ans à partir de la date du décès de l'assuré;

8° à partir de la date d'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire ou de faillite jusqu'à la clôture de la décision de la réorganisation judiciaire ou de la faillite;

9° à partir de la date de la décision d'admissibilité de la requête en règlement collectif de dettes, jusqu'au rejet, au terme ou à la révocation du plan de règlement amiable visé à l'article 1.675/10 du Code judiciaire ou du plan de règlement judiciaire visé à l'article 1.675/11 du Code judiciaire;

10° à partir de la date de l'introduction de la demande d'exequatur jusqu'à la date de la décision dont l'exequatur est demandé.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 7°, si la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire endéans ce délai de deux ans, la suspension prend fin le jour de la clôture de l'inventaire, même si celui-ci se produit avant la fin des deux ans. Si la clôture se produit après la fin des deux ans, la période de suspension sera prolongée jusqu'à cette date.

Dans le même cas, si la succession est déclarée vacante et qu'un curateur à succession vacante a été désigné endéans ce délai de deux ans, la suspension prend fin lors de la clôture de la succession par le curateur à succession vacante, même si celle-ci a lieu avant la fin des deux ans. Si la succession se clôture après la fin des deux ans, la période de suspension sera prolongée jusqu'à la date de la clôture. ».

Art. 6. Dans le même code, il est inséré un article 10/60/2 rédigé comme suit :

« Art. 10/60/2. Les montants des indus non récupérés dans le délai calculé conformément aux articles 10/60, § 2, et 10/60/1 sont inscrits à charge des frais d'administration des organismes assureurs dans les six mois qui suivent l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les organismes assureurs sont dispensés d'inscrire ces montants à charge de leurs frais d'administration en introduisant une demande auprès de l'Agence et en respectant les conditions suivantes :

1° le paiement indu ne résulte pas d'une faute, d'une erreur ou d'une négligence de l'organisme assureur;

2° l'organisme assureur a poursuivi le recouvrement par toutes voies de droit, y compris la voie judiciaire, étant entendu que l'organisme assureur n'est pas obligé d'utiliser les voies de droit dont le coût dépasserait le montant à récupérer;

3° la demande porte sur un montant minimum de 600 euros.

En ce qui concerne le 2°, cette condition est réputée remplie lorsque le recouvrement des prestations indues est considéré comme aléatoire ou lorsque les frais afférents à l'exécution de la décision judiciaire définitive dépassent le montant à récupérer.

En ce qui concerne le 3°, ce montant n'est pas applicable en cas d'impossibilité de recouvrement qui n'est pas imputable à l'organisme assureur. ».

CHAPITRE 5. — *Modifications relatives au comité de renonciation*

Art. 7. Dans l'article 10/61, § 1^{er}, alinéa 1, du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020, les mots « six membres d'organisations » sont remplacés par les mots « trois membres d'organisations ».

CHAPITRE 6. — *Modifications relatives aux contrôles qualité*

Art. 8. Dans l'article 10/66 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « l'Agence extrait les informations administratives et d'évaluation du handicap » sont remplacés par « l'Agence extrait les informations administratives ou d'évaluation du handicap »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la phrase liminaire « Pour chaque dossier, l'Agence contrôle : » est remplacée par la phrase liminaire « Pour chaque dossier sélectionné conformément au paragraphe 1^{er}, l'Agence contrôle un ou l'ensemble des éléments suivants : ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202943]

28 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Deel I/1, Titel III, Hoofdstukken III, IV, V, VI en IX

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 23 mei 2023, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 43/37, § 2, 43/38, § 3, 43/41, 43/45, tweede lid, 43/50, 43/52, tweede lid, en 43/56, vijfde en zesde lid, ingevoegd bij het decreet van 1 oktober 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het verslag van 28 augustus 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 18 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 september 2023;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 13 november 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 18 december 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.770/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 4 maart 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 11 december 2023;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 16 november 2023;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 12 december 2023;

Gelet op de evaluatie vanuit het oogpunt van handstreaming, uitgevoerd op 28 augustus 2023;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Onderwerp*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen met betrekking tot de berekeningsmodaliteiten van het inkomen*

Art. 2. In artikel 10/21, § 4, derde lid, van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, worden de woorden "van het kapitaal dat als vergoeding aan de aanvrager wordt toegekend voor de vermindering van de zelfredzaamheid." vervangen door de woorden "van het kapitaal dat aan de aanvrager wordt toegekend."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in de procedure*

Art. 3. In artikel 10/45 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, wordt het eerste lid 1 vervangen door wat volgt:

"De in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn wordt geschorst:

1° vanaf het verstrijken van de in de artikelen 10/41, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, en 10/42, § 1, tweede lid, bedoelde termijn van dertig dagen, zolang de aanvrager of een derde instelling de door de verzekeringsinstelling gevraagde informatie niet heeft verstrekt;

2° vanaf de datum van het examen dat de aanvrager niet heeft bijgewoond of dat hij heeft willen uitstellen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10/42, § 2, en tot de in de tweede dagvaarding bepaalde datum. "

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen met betrekking tot de modaliteiten voor de uitvoering van de verzaking*

Art. 4. In artikel 10/60 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

" § 2. Onverschuldigd betaalde uitkeringen die niet onder een van de in paragraaf 1 bedoelde gevallen vallen, worden door de verzekeraar teruggevorderd binnen twee jaar na de datum van:

1° de vaststelling van dit onverschuldigd bedrag door de verzekeraar;

2° van de uitspraak van de gerechtelijke eindbeslissing met betrekking tot dit onverschuldigd bedrag. "

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1060/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/60/1. De in artikel 10/60, § 2, bedoelde termijn wordt geschorst:

1° vanaf de datum van de gedinginleidende akte die gericht is op het verkrijgen van een gerechtelijke eindbeslissing, tot de datum van de gerechtelijke eindbeslissing of tot de stopzetting van de procedure;

2° vanaf de datum van de gerechtelijke eindbeslissing, die voorwaarden en termijnen aan de schuldenaar oplegt, tot de vervaldatum die door de rechter is vastgesteld. De opschorting neemt een einde als de schuldenaar de door de rechter opgelegde voorwaarden en termijnen niet naleeft;

3° vanaf de datum waarop de eerste betaling is geschied in uitvoering van de overeenkomst tot terugbetaling van de onverschuldigde prestaties die is gesloten tussen de verzekeringsinstelling en de schuldenaar, tot de vervaldatum die in die overeenkomst is bepaald. De schorsing eindigt als de schuldenaar zich niet houdt aan de voorwaarden van de overeenkomst;

4° vanaf de datum van de eerste inhouding die overeenkomstig artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek ambtshalve wordt verricht op vervangingsinkomens of pensioenen, tot op het ogenblik dat de inhoudingen worden beëindigd;

5° vanaf de datum waarop de gerechtsdeurwaarder de invorderingsprocedure aanvat, tot de beëindiging van die procedure;

6° vanaf de datum van indiening van de aanvraag om te verzaken aan de terugvordering in toepassing van artikel 10/59, tot de beslissing van het verzakingscomité;

7° gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van overlijden van betrokkene;

8° vanaf de aanvangsdatum van de procedure tot gerechtelijke reorganisatie of van faillissement tot aan de beëindiging van de gerechtelijke reorganisatie of van het faillissement;

9° vanaf de datum van de beslissing over de toelaatbaarheid van het verzoekschrift voor een collectieve schuldenregeling van de schulden tot aan de verwerping, het einde of de herroeping van de regeling van het plan voor minnelijke aanzuiveringsregeling zoals bedoeld in artikel 1675/10 van het Gerechtelijk Wetboek of van de gerechtelijke aanzuiveringsregeling zoals bedoeld in artikel 1675/11 van het Gerechtelijk Wetboek;

10° vanaf de datum van de inleiding van de aanvraag van een exequatur tot aan de datum van de beslissing waarvan de exequatur gevraagd wordt.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 7°, indien de nalatenschap binnen de twee jaar wordt aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, dan eindigt de opschorting op de dag van de afsluiting van de boedelbeschrijving, zelfs indien dit gebeurt voor het einde van de twee jaar. Indien de afsluiting gebeurt na het einde van de twee jaar wordt de periode verlengd tot aan deze datum.

In hetzelfde geval, indien de nalatenschap onbeheerd wordt verklaard en een curator over de onbeheerde nalatenschap wordt aangesteld binnen deze termijn van twee jaar, dan eindigt de opschorting op het ogenblik waarop de curator de nalatenschap afsluit, zelfs al wordt de nalatenschap afgesloten voor het einde van de twee jaar. Indien de nalatenschap wordt afgesloten na het einde van de twee jaar, dan wordt de periode verder opgeschort tot de datum van de afsluiting. "

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1060/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/60/2. De bedragen van de onverschuldigde betalingen die niet zijn teruggevorderd binnen de termijn berekend overeenkomstig de artikelen 10/60, § 2, en 10/60/1, worden ten laste genomen van de administratieve kosten van de verzekeraars binnen de zes maanden na het verstrijken van deze termijn.

In afwijking van het eerste lid zijn de verzekeringsinstellingen vrijgesteld van de boeking van deze bedragen op hun administratieve kosten door een aanvraag in te dienen bij het Agentschap en te voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° de onverschuldigde betaling niet voortvloeit uit een fout, een vergissing of een nalatigheid van de verzekeringsinstelling;

2° de verzekeringsinstelling alle te harer beschikking staande middelen, rechtsmiddelen inbegrepen, heeft aangewend om de terugbetaling te vorderen, evenwel is de verzekeringsinstelling niet verplicht om rechtsmiddelen aan te wenden indien de kosten het terug te vorderen bedrag overschrijden;

3° de aanvraag heeft betrekking op een bedrag van ten minste van 600 euro.

Wat 2° betreft, wordt die voorwaarde als vervuld beschouwd wanneer de terugvordering van de onverschuldigde prestaties als onzeker wordt beschouwd of wanneer de kosten verbonden aan de uitvoering van de gerechtelijke eindbeslissing het terug te vorderen bedrag overschrijden.

Wat 3° betreft, is dit bedrag niet van toepassing in geval van onmogelijkheid tot terugvordering die niet aan de verzekeringsinstelling is toe te rekenen. "

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen met betrekking tot het verzakingscomité*

Art. 7. In artikel 10/61, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, worden de woorden "zes leden van organisaties" vervangen door de woorden "drie leden van organisaties".

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen met betrekking tot kwaliteitscontroles*

Art. 8. In artikel 10/66 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "haalt het Agentschap de administratieve informatie en de informatie over de beoordeling van de handicap uit" vervangen door "haalt het Agentschap de administratieve informatie of de informatie over de beoordeling van de handicap uit";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de inleidende zin "Voor elk dossier controleert het Agentschap:" vervangen door de inleidende zin "Voor elk overeenkomstig paragraaf 1 geselecteerd dossier, controleert het Agentschap een of het geheel van de volgende elementen: ".

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Sociale actie en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 28 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202892]

10 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 94, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 15 mars 2018, et § 1^{er} bis, modifié par le décret du 30 mars 2006, et 171 bis, § 4, inséré par le décret du 30 mars 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public;

Considérant que la remarque formulée par le bureau de coordination du Conseil d'Etat en date du 27 mars 2024;
Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, les mots « la section 2 du chapitre 5 du présent arrêté » sont remplacés par les mots « la section 2 du chapitre V du titre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Art. 3. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202892]

10 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 94, § 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 maart 2018 en § 1 bis, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006 en 171 bis, § 4, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

Gelet op de opmerking van het coördinatiebureau van de Raad van State van 27 maart 2024;